

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

22 AU 28 JUN 1995

N° 1005

10,00 F



FRONT NATIONAL

L'INQUIÉTANT

COMPTE À REBOURS

Il faut encore
170 000 F
pour un local ML
et un studio RL

(chèque à l'ordre de DMC,
à adresser à la librairie
du Monde Libertaire)

La crise capitaliste faisant ses ravages, pour le F. Haine chaque élection est un bond en avant vers le pouvoir... alors que son venin xénophobe et raciste gagne nombre d'esprits, au-delà de la marge ultra-nationaliste.

RAPPELLE-TOI ! Depuis 10 ans, on ne cesse de te répéter que le Front national n'est qu'une baudruche ; une mauvaise réponse à de bonnes questions ; un pet nauséabond dans le pré carré de la difficile administration des choses ; un bouton de fièvre maquillé au déficit de communication ; un qui-proquo... et que, mais bien sûr !, le prochain coup, le soufflet ne va pas manquer de retomber !

Depuis 10 ans, pourtant, la sale bête ne cesse de grimper une ou plusieurs marches, à chaque élection ; d'élargir son territoire, ses zones d'influence ; de renforcer son appareil militant ; de s'installer dans la banalisation ; d'investir les institutions ; d'investir le conscient et l'inconscient d'un tout venant sans cesse plus nombreux, sans cesse plus hargneux, sans cesse plus ordinaire...

Depuis 10 ans, donc, les premiers violons et les seconds couteaux de la droite m'as-tu-vu, de la gauche caviar, du centre ventre mou-comcombre masqué, comme les encravatés de morgue et d'orgueil du commentaire politique médiatique-toc (version crétin de base, à la mode Duhamel, ou imbécile sans espoir de la suffisance, du genre l'adipeux gominé qui sévit à la direction du torchon *Libération*), ne cessent de pédaler à côté du vélo ; d'aligner erreur de diagnostic sur erreur de diagnostic... et de persévérer dans la course à plus aveugle et plus sourd que moi, tu meurs.

Après le premier tour de ces élections municipales, dont ils nous disaient qu'elle ne revêtait qu'un intérêt mineur, les mêmes ont brutalement découvert l'Amérique lepéniste et se sont (ça ne s'invente pas) émus de son odeur fauve, de son haleine fétide et de sa... dangerosité.

Après le second tour de ces élections municipales, gageons qu'ils ne vont pas manquer soit de se ressaisir et d'habiller leur peur de cette raideur propre à tous les sourds et muets de l'évidence, soit de hurler au loup et d'habiller le réel des oripeaux du mythe. Dans tous les cas de figure, il leur aura fallu dix ans pour s'apercevoir que le phénomène FN allait bien au-delà du simple vote protestataire, de la conjoncture, d'une misérable géographie de l'insécurité et de l'immigration, de l'effet Le Pen... et plongeait ses racines au cœur d'une détresse sociale orpheline (pour cause de liquidation judiciaire) de toute perspective réformiste et révolutionnaire. Et nul doute qu'il leur en faudra encore autant pour se rendre compte que le compte à rebours a commencé et que c'est désormais vers le pouvoir que marchent les hordes de la barbarie fasciste.

Si on s'en tient à l'apparence des choses ou aux faits bruts, ce second tour des élections municipales n'aura pas changé grand chose au paysage politique français.

On savait, depuis le premier tour, que l'effet Chirac s'était enlisé dans les fondrières du localisme à la cloche merle et dans les marécages d'un sens commun qui, n'aimant pas mettre tous ses œufs dans le même panier, s'était refusé à accorder tous les pouvoirs... au pouvoir. A l'issue des résultats du second tour, cette tendance s'est tout naturellement confirmée, et la majorité actuelle (l'alliance RPR-UDF) se retrouve à camper sur ses positions antérieures. Elle gagne quelques municipalités, comme Marseille, Le Havre, Maubeuge, Bourges, Arras... Elle en perd quelques unes, comme Grenoble, Rouen, Nîmes, La

Seyne-sur-Mer... Mais d'un strict point de vue numérique, si elle semble enregistrer un léger déficit, ça ne relève pas pour autant du désastre.

On savait également, depuis le premier tour, que la gauche avait finalement bien résisté aux appétits affichés des nouveaux maîtres de l'Élysée. Le second tour l'a, là encore, confirmé. Quelques villes sont bien perdues, ici et là, comme Albi, Béziers, Douaumez, Thionville, Valence, Vesoul, Saint-Dizier, Saint-Quentin... Mais quelques autres, un poil plus nombreuses, sont gagnées, comme Arles, Bourg-en-Bresse, Tours, La Ciotat, Sarcelles..., mais aussi six arrondissements pari-

(suite p. 3)



RWANDA

L'été de tous les dangers

LE 6 AVRIL 1994, l'avion transportant le Président rwandais Habyarimana et celui du Burundi, Ntaryamira, était abattu peu de temps avant son atterrissage. Moins d'une heure plus tard, débutait ce que l'on a appelé le troisième génocide du XX^e siècle, faisant plus de 500 000 morts et des millions de déplacés. Un an plus tard, de nouveaux dangers planent au-dessus de ce pays et plus largement de l'Afrique centrale.

UN POUVOIR EN QUETE DE LÉGITIMITÉ — Face à ceux qui l'accusent de n'être en fait qu'un parti tutsi, ethniste, le Front

patriotique rwandais a tout à prouver. En formant un gouvernement d'unité nationale, il a déjà témoigné de sa volonté d'associer au pouvoir les autres victimes du génocide : les forces démocratiques du Rwanda. En nommant un Hutu au poste de Président (Pasteur Bizimungu, un des membres fondateurs du FPR) et un second au poste de Premier ministre (Faustin Twa-giramungu), il montre qu'il ne tient pas à favoriser l'une ou l'autre des ethnies, qu'il récuse la lecture ethniste de l'histoire rwandaise que beaucoup veulent lui imposer. Evidemment, certains rétorquent que ce gouver-

nement est en grande majorité tenu par le FPR, dont les membres occupent les postes clés (vice-présidence, Intérieur, Défense...), mais ce serait alors oublier complètement la nature du FPR (organisation politico-militaire construite en exil et sans relais direct au Rwanda), et dans quelles conditions il est arrivé au pouvoir (pays dévasté, population massacrée, opposition démocratique liquidée et... présence militaire française !).

Mais si la réconciliation nationale est possible, elle ne passera pas par l'oubli du génocide, mais par la compréhension de

(suite p. 5)

T 2137 - 1005 - 10,00 F



SPÉCIAL « 1000^e NUMÉRO » 16 pages EN KIOSQUE

FO P 2520

Les anarchistes doivent-ils participer aux municipales ?

(suite de n° 1004)

LES ENJEUX DE L'ACTION LOCALE

Bakounine avait pressenti les enjeux que représentent les sections centrales, ou, pour employer le vocabulaire d'aujourd'hui, les unions locales de syndicats. Certains pensent, disait-il, que, dès lors que l'organisation ouvrière est puissamment implantée, il faudrait dissoudre les sections centrales. C'est là une grave erreur, car la tâche de l'AIT « n'est pas seulement une œuvre économique ou simplement matérielle, c'est en même temps et au même degré une œuvre sociale, philosophique et morale ; c'est aussi, si l'on veut, une œuvre éminemment politique » (Protestation de l'Alliance).

LE MANS
soirée info festive
du Comité de vigilance
contre les commandos
anti-IVG
mardi 27 juin à 20 h 30
salle B du Palais
des Congrès.
Témoignages et débats
sur l'IVG en France
et dans le monde,
chansons
avec Les Elles (groupe),
exposition et tables
de presse féministes.
Entrée libre.

En d'autres termes, Bakounine refuse de limiter l'organisation de masse des travailleurs à une simple fonction de lutte économique : en retirant à l'AIT ses sections centrales, on retirerait à l'organisation le lieu où peut se faire une élaboration politique, une réflexion indispensable des travailleurs sur les finalités de leur action. Unifiant dans un premier temps les travailleurs sur la base de leurs intérêts immédiats dans la section de métier, l'organisation de classe est aussi le lieu où s'élabore et se met en œuvre la politique qui aboutira à l'émancipation.

L'analyse de Bakounine a été constamment vérifiée depuis. L'histoire du mouvement syndical est aussi l'histoire de la tendance naturelle des travailleurs à déborder, dans le cadre même de l'organisation syndicale, sur les problèmes politiques ; c'est aussi l'histoire des tentatives, jusqu'ici réussies, des partis social-démocrates (2), de casser cette tendance.

Engels déjà, et, on le suppose, Marx, avait parfaitement compris le projet bakouninien. Le premier écrit ainsi à Théodore Cuno, le 24 janvier 1872 : « Comme l'Internationale de Bakounine ne doit pas être faite pour la lutte politique mais pour pouvoir, à la liquidation sociale, remplacer tout de suite l'ancienne organisation de l'Etat, elle doit se rapprocher le plus possible de l'idéal bakouniniste de la société future. » Si on fait abstraction de l'amalgame habituel selon lequel la seule forme d'action politique possible est l'action parlementaire, Engels ne

dit rien d'autre que ceci : l'organisation des travailleurs doit être constituée selon un mode le plus proche possible de celui de la société que la classe ouvrière porte en elle ; la destruction de l'Etat n'est rien d'autre que le remplacement de l'organisation de classe de la bourgeoisie (l'Etat, justement), par celle du prolétariat. Or, l'élément le plus contestable dans le schéma bakouninien, du point de vue du marxisme, est qu'avec l'existence des « sections centrales », il n'y a plus besoin de parti, ni aujourd'hui, dans la lutte contre la société d'exploitation, ni demain, dans l'organisation de la société nouvelle.

Plus tard, Lénine donnera encore raison à Bakounine. On sait qu'à l'origine les bolcheviks étaient opposés aux conseils ouvriers, qui étaient des structures « interprofessionnelles », constitués en période de lutte. Ils ont même accusé les conseils ouvriers de faire double emploi avec le parti, et les ont sommés de se dissoudre, pendant la révolution de 1905. Le comité du parti de Pétersbourg lança en effet l'ultimatum suivant aux soviets : « Le conseil des députés ouvriers ne saurait exister en qualité d'organisation politique et les social-démocrates devraient s'en retirer attendu qu'il nuit, par son contenu, au développement du mouvement social-démocrate ». C'est clair.

Le modèle social-démocrate, qu'il soit réformiste ou révolutionnaire, repose sur l'idée de division du travail entre action revendicative et action politique. La première revient au syndicat, la seconde revient au parti. On peut donc aisément comprendre que dès lors que se constitue un organisme de lutte, sur des bases de classe, qui prend en charge les problèmes généraux de politique, elle se heurte à l'opposition des social-démocrates.

Il s'agit en fait de bien autre chose que du simple problème des rapports syndicats-partis : il s'agit des rapports entre organisations de classe et organisations interclassées. L'essence du modèle social-démocrate de division du travail est parfaitement résumé, encore, par Lénine dans un texte datant de 1907, à propos duquel il

évoque la révolution de 1905 en Russie, et intitulé *Les organisations ouvrières sans-parti et le courant anarcho-syndicaliste dans le prolétariat* : «... En raison de l'essor qui se dessine, apparaît la possibilité d'organiser pour le progrès de la social-démocratie des institutions représentatives sans-parti de la classe ouvrière, telles que soviets des délégués ouvriers, etc. Les organisations du parti social-démocrate n'oublient pas par ailleurs que si leur travail dans les masses prolétariennes est bien mené, s'il s'étend et se consolide, de telles institutions peuvent être inutiles. » Les choses sont dites ici sans tard.

Les social-démocrates, réformistes ou révolutionnaires, s'opposent au processus naturel d'évolution qui fait de l'organisation de classe l'organe exclusif de lutte de la classe ouvrière, le lieu de prise de conscience de classe.

Aujourd'hui, le syndicalisme, l'action syndicaliste, sont très largement discrédités. C'est un phénomène relativement récent, et on peut dire que les directions des organisations syndicales sont largement responsables de cette situation, mais aussi les organisations d'extrême gauche marxiste, dans une moindre mesure. Les années qui ont suivi 1968 ont vu une intéressante évolution du mouvement syndical en France, due en grande partie à l'extension du rôle des structures interprofessionnelles, unions locales et départementales, qui correspondent aux sections centrales dont parle Bakounine.

Un courant, dans le mouvement syndical, influencé en partie par l'anarcho-syndicalisme, mais qui le débordait largement sur le plan numérique, avait commencé à appliquer les idées de développement de l'activité horizontale dans le mouvement syndical.

Des unions locales, et même des unions départementales s'organisaient, élaboraient des pratiques locales afin de regrouper non seulement les travailleurs de la commune, mais aussi les habitants, en prenant en compte leurs problèmes propres. On appelait cela l'*interprofessionnel* (3). Ces pratiques recevaient un écho très positif auprès de la population laborieuse, et même au-delà. C'était une idée neuve, mais enthousiasmante, pour de nombreux travailleurs.

Ce phénomène a permis dans certains endroits une coordination décentralisée de l'action et un accroissement remarquable des débats dans les structures de base et intermédiaires (UL et UD). Les unions locales, qui étaient des structures mortes, devenaient quelque chose de vivant, d'actif, un véritable pôle d'attraction. Elles devenaient, outre une instance organisatrice, une instance où s'élaborait une véritable réflexion sociale.

Il est évident que cette évolution devait inévitablement se heurter à deux types d'opposition : celle des bureaucraties syndicales qui voyaient d'un mauvais oeil la moindre fraction de pouvoir leur échapper, et celle des partis politiques qui s'approprient la parole du mouvement ouvrier ; car cette extension des instances horizontales, en encourageant notamment la réflexion politique et sociale, coupait l'herbe sous les pieds des directions politiques autoproclamées, leur faisait concurrence et niait leurs prétentions à être une avant-garde.

Dans un premier temps, les bureaucraties syndicales ont laissé faire, car, au lendemain de mai 68, le mouvement syndical en avait pris un coup et la revitalisation du syndicalisme par ces pratiques les arrangeait. Mais lorsque cela a été trop loin, elles ont commencé à frapper. Dissolutions d'unions locales, d'unions régionales, manoeuvres bureaucratiques pour éliminer les militants trop connus, exclusions, il a fallu quelques années pour redresser la barre. Les gauchistes n'étaient pas moins actifs pour liquider cette tendance.

A vingt ou vingt-cinq ans de distance, on peut certes se dire que les militants de l'époque étaient un peu naïfs. Je ne pense pas que ce soit le cas. Les militants de l'époque étaient parfaitement lucides sur les bureaucraties syndicales. Mais, à l'époque, la question de créer une confédération anarcho-syndicaliste ne se posait pas, car nous avions le sentiment que trop de choses restaient à faire dans le mouvement syndical traditionnel, et nous savions par ailleurs que nous ne serions pas suivis par les travailleurs.

L'expérience de cette période, qui a duré à peine dix ans, n'est pas souvent mentionnée, sans doute parce que les militants qui l'ont vécue ne tiennent pas à en parler.

L'histoire du mouvement ouvrier est pleine de ces phases d'expansion et de régression. Force est de constater que ce n'est que lorsque l'anarcho-syndicalisme est suffisamment fort que de telles instances peuvent subsister de façon permanente. Il reste que, à cette époque, là où les unions locales fonctionnaient réellement, l'éventualité d'une action électorale dans les municipalités était inconcevable. Elle était parfaitement inutile.

R.B.

(suite au prochain numéro)

(2) Par social-démocrate on entend ici le mot dans le sens original, avant la coupure entre bolcheviks et mencheviks, et dans le sens où Lénine l'emploie dans la citation mentionnée : il s'agit d'un parti marxiste fondé sur un modèle d'organisation qui établit une division du travail entre action revendicative et action politique, position commune aux réformistes et aux révolutionnaires.

(3) Le terme n'est pas tout à fait adéquat. « Interprofessionnel » implique que la référence reste tout de même professionnelle, c'est-à-dire que la sphère d'action est celle des entreprises. Une union locale qui intervient sur les problèmes de logement, de santé ou de loisirs des habitants d'un quartier ou d'une commune n'intervient pas dans l'« interprofessionnel » mais dans l'« extra-professionnel ».

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° <input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n° <input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n° <input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n° <input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

FRONT NATIONAL

L'inquiétant compte à rebours

(suite de la « une »)

siens (privant Tibéri du grand chelem), trois arrondissements lyonnais (privant Barre de ce même grand chelem)... ou conservées, comme Aix-en-Provence, Aubagne, Beauvais, Béthune, Besançon, Bron, Charleville-Mézières, Calais, Clermont-Ferrand, Creil, Istres, Lille, Lisieux, Montpellier, Meyzieu, Mulhouse, Roanne, Saint-Brieuc, Saint-Nazaire, Tarbes, Vaulx-en-Velin, Villeurbanne, Vitrolles, Vitry-sur-Seine...

Bref, du point de vue des grands équilibres politiques, ces municipalités n'ont pas modifié grand chose. Et si on s'en tient là, on peut considérer comme purement anecdotique l'élection de quelques maires et de quelques centaines de conseillers municipaux du Front national (1).

Purement anecdotique, tu parles !

Dans les jours, les semaines et les mois qui vont venir, tous les regards vont être tournés vers Toulon, Orange, et Marignac (2), qui vont engager un bras de fer avec l'Etat, en mettant leur territoire en coupe réglée sécuritaire et en distribuant logements et

aides sur la base de la préférence nationale. Et outre que ces pratiques vont être reprises (d'une manière moins tranchée, mais...) par un certain nombre de municipalités de droite ou... de gauche (selon la bonne vieille formule des mauvaises réponses aux bonnes questions), c'est peu dire que ce combat entre le David FN et le Goliath étatique va encore rapporter des centaines de milliers de suffrages supplémentaires à la sale bête. Désormais, la tactique est en effet éprouvée : plus on dit et plus on fait fort... et plus ça paye ! Et on peut compter sur les petits maires et les conseillers municipaux lepénistes pour dire et faire très fort.

Mais là, dans cette nouvelle montée à venir du FN, n'est pas l'essentiel. L'essentiel, en effet, réside dans le fait que désormais le Front national commence à avoir les moyens de sa stratégie, dont le but affiché est la conquête du pouvoir.

Jusqu'à hier encore, les scores qu'il réalisait ne lui permettaient pas de desserrer l'étau dans lequel la droite et la gauche le maintenaient. Et il avait

beau menacer, rien n'y faisait. Les quelques coups de griffes qu'il parvenait à donner ici et là, comme les appels du pied qu'il distillait ici et là, étaient autant de coups d'épée dans l'eau. Le blocus tenait bon, et son isolement persistant le promettait à l'implosion. Le bon grain rejoignant la frange dure de la droite et l'ivraie sombrant dans le sectarisme.

« Front républicain »
et
lutte révolutionnaire

Pour la première fois de son histoire, il est en passe de briser le cercle. Les scores qu'il réalise un peu partout en France ne le mettent certes pas encore en situation d'accéder directement au pouvoir (municipal en l'occurrence), hormis à la marge, mais lui permettent d'empêcher nombre de ses cousins de droite d'y accéder.

Lors de ces élections, il a maintenu des listes au deuxième tour dans 119 villes, et c'est clair : bon nombre de villes gagnées ou conservées par la

gauche l'ont été grâce à sa présence au deuxième tour.

Dès le lendemain du premier tour, quelques candidats ou maires de droite avaient compris cela et, comme à Fosses, Lunel, Condé-sur-l'Escaut et Vallauris, ont fait fait liste commune avec le FN ; tandis que certaines personnalités, comme Philippe Seguin, Charles Millon ou René Monory, appelaient de leurs vœux la constitution d'un « front républicain ».

Le prochain coup, les scores du FN, continuant de monter au rythme de la crise, la fracture de la droite qui s'est ébauchée aujourd'hui va s'élargir. Les alliances comme le front républicain vont se multiplier, sonnant le début d'une tripartite de la vie politique, le FN décidant qui il fera élire ou chuter. L'étape suivante (les scores du FN continuant de croître et la droite de se fracturer) sera constituée par une bipolarisation : Front national contre front républicain ; et celle d'après, ce sera... l'incendie du Reichstag !

Avec des électeurs sans cesse plus nombreux à voter FN, des représentants de la sale bête sans cesse plus

nombreux au Parlement européen, dans les conseils régionaux, dans les municipalités, demain, dans les conseils généraux et après demain au Parlement (3)... ce scénario ne relève hélas nullement de la science fiction.

En ce sombre 18 juin 1995, il faut le savoir : le compte à rebours a commencé. Et tous ceux qui parmi les révolutionnaires s'avisaient de ne pas en prendre acte et de ne pas en tirer toutes les conséquences porteront une lourde responsabilité devant l'histoire l'histoire. La leur, comme celle de ce pays.

On en recause ! ♦

JEAN-MARC RAYNAUD

(1) 1 100 conseillers FN dans les municipalités sortantes de 1989 et désormais le double, selon *Libération* du 19 juin.

(2) N'oublions pas Nice, sixième ville de France, conquise par Jacques Peyrat, ancien leader FN, qui a abandonné il y a juste un an cette étiquette, sans rien renier des idées du Front, pour mieux ravir la mairie à la droite. Au soir de son élection, ses anciens amis faisaient leur victoire.

(3) Au Sénat, peut-être dès l'automne prochain, vu le nombre d'élus locaux (municipaux et régionaux) acquis par le FN.

LE MARCHÉ DE L'EAU A SAINT-ÉTIENNE

Tire la « Dubanchette »
et la privatisation suivra !

LA MUNICIPALITÉ Dubanchet (CDS) de Saint-Etienne a gravement endetté les finances de la ville, en particulier à cause d'une politique d'urbanisme incohérente. Elle décida alors de privatiser le service municipal des eaux, qui ne pouvait pourtant pas être taxé de coûteux puisqu'il dégageait des bénéfices : encore le syllogisme de l'orthodoxie libérale ! L'opération s'est déroulée en plusieurs temps. Il fallait en effet décourager le mécontentement des employés municipaux, des syndicats, des élus de l'opposition et des consommateurs, mais aussi augmenter les enchères auprès des futurs acheteurs. Saint-Etienne avait été jusque là l'une des rares villes à avoir échappé à la privatisation d'un secteur extrêmement juteux, partagé en France par trois grandes entreprises multinationales : la Lyonnaise des Eaux-Dumez, la Compagnie Générale des Eaux (CGE) et, le nouveau venu, Bouygues. Le conseil municipal stéphanois instaura donc un véritable impôt sur l'eau, surnommé la « Dubanchette », augmentant son prix en plusieurs fois, utilisant même des tarifs rétroactifs. Le prix de l'eau finit par doubler, passant de 3,38 F le m³ en 1989 à 7,90 F en janvier 1992. Puis, le 4 juillet 1992, la Ville annonce la concession de la gestion de l'eau à la Stéphanoise

des Eaux (SE), nouvelle société filiale à parts égales de la Lyonnaise et de la CGE.

Cette politique rencontra une forte opposition des employés, des syndicats et des consommateurs. Le conseil municipal fut envahi plusieurs fois. Une pétition contre la privatisation recueillit 12 000 signatures. Puis les élus de gauche (PS, PC, AREV), après avoir laissé passer l'orage au moment où il fallait durcir le combat, en 1990, au moment du vote de la « Dubanchette » et des premières tentatives de privatisation, portèrent le combat sur le terrain juridique, avec le relais des syndicats et des associations de consommateurs *ad hoc*. Les tribunaux annulèrent certaines des délibérations du conseil municipal qui avaient augmenté le prix de l'eau ainsi que l'article du contrat de concession portant sur la redevance annuelle versée par la SE à la municipalité. Actuellement, le prix de l'eau n'est donc toujours pas officiellement fixé, même si la SE a tenté quelques facturations au prix fort. Le maire François Dubanchet, qui a démissionné, est remplacé par son adjoint à l'urbanisme, Michel Thiollière (CDS).

Cette affaire est riche de nombreux enseignements. Les chefs de la droite ont montré le peu de souci qu'ils avaient de la « démocratie

directe » dont ils parent leurs tracts : annulation ou report in extremis, à des dates incommodes, de conseils municipaux promettant d'être houleux, absence réelle de débat à l'intérieur de ces conseils et à l'intérieur de la majorité elle-même, négociations plus ou moins secrètes. Les trotskystes du Parti des travailleurs en firent l'amère expérience puisque l'une de leurs organisations fantoches qui jugea bon de demander l'autorisation officielle de prendre la parole au cours d'un conseil municipal se la vit refuser par le nouveau maire sous prétexte que cela « créerait un précédent et qu'il y aurait alors multiplication de telles demandes ». On voit bien la stupidité des uns et le cynisme des autres !

Les socialistes locaux font preuve d'une belle hypocrisie quand ils dénoncent la privatisation alors que leurs compères d'autres villes, à commencer par Michel Rocard à Conflans-Sainte-Honorine, n'ont pas hésité à privatiser leur service des eaux. Quant aux communistes, qui ont montré plus de détermination dans leur lutte, ils oublient de signaler que leurs maires à Vénissieux ou à Vaulx-en-Velin ont concédé leurs services des eaux à la... CGE ! Quand il était à la tête de Saint-Etienne, le communiste Sanguedolce a vendu de l'eau sté-

phanoise au prix fort auprès des villes de l'agglomération, y compris les villes communistes, bel exemple de solidarité intercommunale ! Aujourd'hui, il se représente avec comme premier objectif de rabaisser le prix de l'eau... Les écologistes, quant à eux, ont été totalement absents du combat contre la privatisation, sous le prétexte que l'eau étant devenue rare il faut la payer cher. Cet argument se fait l'écho des grandes campagnes de médiatisation écolo du genre « la planète manque d'eau », alors qu'au contraire la région stéphanoise dispose de belles ressources hydrauliques.

Mais au-delà des péripéties politiques, la privatisation confirme les limites économiques d'un pouvoir communal cerné par des charges de plus en plus lourdes et par des pressions de plus en plus fortes venant des grandes entreprises. Même s'il n'y a pas eu à Saint-Etienne — du moins jusqu'à preuve du contraire — affaire de pots-de-vin reversés aux partis politiques, comme la CGE ou la Lyonnaise nous y ont habitué un peu partout, les capitalistes et les hommes politiques s'entendent comme larrons en foire pour faire leurs belles affaires sur le dos des contribuables, des travailleurs pendant leur statut et des consumma-

teurs. Seuls les naifs pourraient s'étonner du fait que la SARI, entreprise qui a réalisé d'importantes opérations d'urbanisme à Saint-Etienne, et que l'on retrouve impliquée à l'échelon national dans le financement du Parti républicain (affaire Longuet), soit comme par hasard une filiale de la... CGE, qui a obtenu une partie de la privatisation de l'eau stéphanoise.

Les anarchistes ont participé activement à la lutte, dans la mesure de leurs moyens, malgré le boycott systématique de leurs positions et de leurs actions de la part du journal local. Une de leurs réunions publiques, prévue à la faculté de Lettres, fut interdite par l'Université suite à des pressions venues de la Mairie (celle-ci aidant au financement de celle-là, encore un bel exemple des effets pervers des lois de décentralisation...). Si nous ne nous faisons aucune illusion sur les perspectives offertes par les listes qui se veulent « alternatives », nous ne nous désintéressons pas pour autant des décisions qui peuvent être prises par la municipalité, quelle qu'elle soit, sachant que leur sens favorable dépend plus d'un rapport de forces imposé sur le terrain social que du nombre d'élus attentifs aux revendications. ♦

PHILIPPE

(gr. Makhno - Saint-Etienne)

LE PAPE EN VISITE EN BELGIQUE

Dans l'indifférence et l'hostilité

Contrairement à son voyage d'il y a dix ans, où pendant six jours des millions de personnes s'étaient pressées derrière les barrières Nadar pour l'applaudir, le voyage papal de cette année (27 heures, les 3 et 4 juin derniers) s'est déroulé sous une pluie d'enfer (et entouré d'un dispositif policier jamais vu) dans l'indifférence générale (seulement 20 000 personnes à la messe du dimanche matin) et l'hostilité affichée des anticléricaux et des chrétiens de gauche proches de Jacques Gaillot.

Depuis deux ans (le voyage de l'an dernier ayant été annulé pour cause d'accident de salle de bain), le groupe Alternative Libertaire (Bruxelles) de la Fédération anarchiste francophone mène campagne contre la visite du pape dans notre plat pays ; en style télégraphique, en voici une ébauche de bilan.

RASSEMBLER — Dès le début, nous avons voulu déborder le petit cercle intimiste des anars identifiés et associer d'autres énergies à la contestation. Même si de prime abord certaines d'entre elles pouvaient sembler ne pas nous être très proches, nous faisons le pari de pouvoir trouver ensemble un espéranto commun, radical et offensif, sans esprit de récupération, mais aussi sans mettre notre drapeau en poche.

C'est dans ce but que nous avons mis sur pied, à quelques uns, la Liaison pour l'autonomie des personnes. Une formule souple d'organisation qui laissait à chacun une complète autonomie mais permettait de maximiser les actions particulières en leur donnant la force d'une campagne coordonnée. Tout ce qui fut fait (manifestation, conférences, concerts, pique-nique, éditions de revues, d'affiches, de tracts, d'auto-collants...) eut ainsi un impact plus important, notamment dans les médias, que des actions isolées les unes des autres.

Outre Alternative Libertaire, dès le premier jour, le noyau de la Liaison a été composé des étudiants du Cercle du Libre examen de l'Université libre de Bruxelles (LIBREX), laïques militants, féroce anticléricaux et proches du PS ; des activistes d'Act Up-Bruxelles, noyau militant pour une réponse citoyenne aux problèmes du SIDA et farouchement jaloux de leur autonomie ;



ainsi que du groupe de rock alternatif René Binamé, qui est plus que très proche du mouvement libertaire. En plus de la dizaine de concerts antipapistes, les René Binamé sortirent un compact en 1994 (*En mai fais ce qui te plaît*, 60 FF) et un 45 tours en 1995 (*En juin fume ce qui te plaît*, 15 FF), dont le fameux morceau *Le pape pue rythmera*, avec bonheur, nos fins de réunions (ces titres sont disponibles à la librairie du Monde Libertaire).

La collaboration au sein de la Liaison fut des plus fructueuses. Et malgré nos différences (respectées par chacun !), à aucun moment, il n'y eut la moindre tension. Nous avons appris à mieux nous connaître. C'est porteur pour l'avenir !

L'IMPORTANCE DES MINORITÉS AGISSANTES — Après la visite papale, lors du premier bilan, tout le monde était d'accord pour constater que si nous n'étions qu'un (tout) petit noyau de gens vraiment actifs (tout au plus une dizaine), nous étions parvenus à prendre la parole le plus largement possible et à occuper/dynamiser presque tout le terrain de l'opposition antipapiste. Le tout était d'avoir des idées

claires et des angles d'attaque percutants qui « parlent vrai »... Nous avions déterminé quatre axes d'intervention :

• **La Bataille des médias** — La Liaison est née en décembre 1993. Quelques mois auparavant (en juillet), le roi Baudouin passait l'arme à gauche, et nous étions encore tous sous le choc de l'incroyable ras-de-marée médiatique qui avait déferlé sur le pays, dont on essayait de nous faire croire que, dans son ensemble, il pleurait à chaudes larmes le monarque défunt. Le premier de nos objectifs était donc clairement de faire en sorte que ce pseudo-unanimité de façade (véritable totalitarisme médiatique) ne se reproduise pas lors de la visite papale. La bataille des médias était donc fondamentalement pour faire entendre des voix dissidentes, anticléricales et athées. Avec le recul, au vu des passages télé et des coupures de presse, nous pouvons, sans triomphalisme, affirmer avoir réussi à remplir cet objectif (une farde de presse est disponible sur demande).

• **Contre le SIDA, la capote pas la calotte** — Il nous fallait trouver ensuite un angle d'attaque qui suscite la sympathie et le soutien le plus large possible dans la population. Nous avons alors décidé de centrer la campagne sur la position vaticane en matière d'interdiction d'utilisation du préservatif, ceci dans le contexte de l'épidémie de SIDA. L'argument était simple : « Poursuivons le pape pour crime contre l'humanité. En abusant de son pouvoir de chef spirituel de l'Eglise catholique, il interdit à ses ouailles d'utiliser la seule protection aujourd'hui connue contre l'épidémie de SIDA. Il est moralement responsable de la mort de

dizaines de milliers de gens de par le monde, et surtout dans le tiers monde. Il est directement responsable de non assistance à populations en danger ». Concrètement, nous avons édité, avec le concours de l'imprimerie 34 de Toulouse (merci à elle !), la fameuse affiche *Contre le SIDA, la capote pas la calotte*, à plus de 25 000 exemplaires (disponible à la librairie du Monde Libertaire. Prix : 10 FF). Il doit nous en rester aujourd'hui quelques dizaines. Cette affiche fut tout à la fois la locomotive et le label de toute la campagne. Elle est partout (dans les cafés, les cabinets ministériels, les rédactions de journaux et de télé... Partout !). Elle fut visible plusieurs fois sur les écrans des télévisions. Son slogan est maintenant passé dans le langage courant, et il n'est pas rare de l'entendre au hasard de l'une ou l'autre discussion.

• **Séparation de l'Eglise et de l'Etat** — Notre troisième objectif était de relancer en Belgique le débat sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Il vous faut savoir qu'ici encore, comme en France avant la Révolution de 1789 (et en Alsace encore aujourd'hui), les ministres des cultes (curés mais aussi religieuses) sont payés avec de l'argent public (sans parler de l'entretien des lieux de cultes et de l'enseignement catholique...). Sous l'autorité du ministre de la Justice, le budget des Cultes représente plus de trois milliards de francs français dont, vous vous en doutez, la part majeure revient à l'Eglise catholique. Il faut vous dire aussi, qu'alors qu'historiquement le mouvement laïque avait pour objectif la séparation totale de l'Eglise et de l'Etat, depuis la dernière réforme de l'Etat (fédéralisation), le Centre d'action laïque (son porte-parole) a choisi une voie médiane (qui est en fait une autre direction...) : le financement par l'Etat du personnel laïque (visiteurs de prison, « aumôniers » laïques de divers services sociaux...). Sous prétexte de récupérer les miettes du budget des Cultes (un peu plus de dix millions de FF), le mouvement laïque organisé a ainsi perverti son objectif de base. Comment critiquer de façon cohérente la mangeoire alors qu'on en récupère les miettes ? Comment exiger la séparation de l'Eglise et de l'Etat alors que le mouvement laïque organisé est aujourd'hui financé par l'Etat avec un statut semblable à celui des religions ? Vous vous doutez que pendant toute cette campagne, les relations avec le Centre d'action laïque furent parfois tendues. A la fois vécus comme des perturbateurs qui faisaient irruption dans leur chasse gardée et comme des « extrémistes », nous avons réussi pourtant à entretenir avec le CAL des relations non conflictuelles de voisinage (il nous prêtera même son fichier pour un envoi de l'affiche capote-calotte...). Notre critique radicale portera ses fruits, nous l'espérons, au sein même de l'institution où le

débat peut et doit être relancé. Notons que, quelques jours avant la visite papale, les étudiants du Cercle du Libre examen de l'Université libre de Bruxelles (qui fait partie institutionnellement du CAL) éditaient un cahier spécial, *Religions, Etat : les liaisons dangereuses*, qui remettait le problème sur le tapis (disponible à la librairie du Monde Libertaire. Prix : 10 FF).

• **Débaptisons-nous !** — Au départ, lancée seulement par Alternative Libertaire, la campagne de débaptisation a ensuite été reprise par l'ensemble de la Liaison. L'objectif était de permettre à n'importe qui, par un geste simple (l'envoi de deux lettres), de participer à la campagne. Deux objectifs : d'abord permettre à tout un chacun de se mettre en ordre avec son histoire (si nous n'avons pas eu la possibilité de prendre la parole lors de notre baptême, au moins aujourd'hui nous pouvons en toute conscience et responsabilité le renier) ; ensuite, cela tenait aussi de la « guerre » psychologique avec l'appareil catholique toujours prêt à dégrader ses statistiques : imaginez la tête du curé ou du secrétaire de l'évêché qui reçoit des dizaines, des centaines, des milliers de lettres de débaptisation. Pour tenter de quantifier la campagne, nous avions demandé à toutes et à tous de nous envoyer un double de la demande de débaptisation. Nous en avons aujourd'hui pas loin d'un millier, et nous savons que la majeure partie des « débaptisés » ne nous l'ont pas fait savoir (« Ma vie privée ne regarde que moi »). Nous pouvons raisonnablement penser que plusieurs milliers de personnes ont participé à la campagne qui, bien évidemment, ne s'arrête pas après la visite papale.

Voilà brièvement résumés les grands axes de la campagne que nous avons menée ces deux dernières années. Rappelons également que l'an dernier nous avions organisé une manifestation de rue et un pique-nique convivial, musical et antipapiste sur les pelouses verdoyantes du bois de la Cambre, à Bruxelles (500 personnes, malgré l'absence pontificale).

Pour terminer, il nous faut préciser que la présente visite du pape s'est déroulée tout à la fois dans un climat d'indifférence générale (seulement 20 000 personnes lors de la messe du dimanche matin, alors que 100 000 personnes se pressaient à quelques kilomètres de là à l'exposition des « plus beaux chiens du monde ») et d'hostilité franche (l'affaire Gaillot est dans toutes les mémoires, autant en Belgique qu'en France). Si aucune collaboration formelle n'a été mise sur pied avec eux (la Liaison regroupait exclusivement des laïques), dans les débats et dans les faits, notre action et celle des chrétiens gaillotistes s'épaulaient l'une l'autre, dans un esprit de respect mutuel. On a pu ainsi voir, lors d'un débat télévisé, une représentante du courant gaillotiste appuyer fermement toutes les prises de position du porte-parole de la Liaison, capote et séparation de l'Eglise et de l'Etat comprises. Ce ne fut évidemment pas le cas de l'appareil catholique, qui nous a véritablement vomis dans les colonnes du très catholique quotidien *la Libre Belgique*, qui ne rate pas une occasion de parler de « la vulgarité d'un quartier d'anarchistes ».

BABAR
(Alternative Libertaire - Bruxelles)

N.B. : jusqu'au 31 août, l'abonnement au mensuel *Alternative libertaire* ne coûte que 150 FF, par mandat postal international. S'adresser *Alternative libertaire*, 2, rue de l'Inquisition, 1040 Bruxelles.

RADIO LIBERTAIRE ILE-DE-FRANCE (89.4)
Enregistrement public de l'émission
« En toute mauvaise foi »
(animée par Julien, Alain Aurenche, Serge Livrozet et Dame Guenièvre)
dimanche 25 juin, de 15 h à 18 h
à LA FOLIE EN TÊTE
33, rue de la Butte-aux-Cailles, 75013 Paris
avec Pierre Louki, Lulu Borgia, Louis Barbier et Paname Tropical

(suite d...
ses for...
la pop...
qui c...
affaire...
frang...
unique...
nation...
dévelop...
pensa...
ancien...
(qui, c...
événem...
rable...
avec l...
Inter...
nombr...
ailleu...
les pay...
trinés...
véhicu...
lines, ...
bien é...
tous le...
terres...
compre...
der les...
FPR d...
mérite...
ils ont...
pas l'...
conten...
dans l...
sont a...
attend...
crimes...
Mais...
deman...
auteur...
celui-...
sang s...
véfère...
mises...
FPR (c...
500 m...
actuel...
Rwan...
droit...
l'évacu...
qui s'e...
breux...
affaire...
tout d...
s'est e...
de 8 0...
s'enter...
alors...
rwan...
300 m...
les cir...
le dout...
voqué

RWANDA

L'été de tous les dangers

(suite de la « une »)

ses fondements idéologiques par la population elle-même. Car qui condamner dans cette affaire ? Il y a évidemment la frange dure de l'ancien parti unique (Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement, que l'on dit responsable de la mort de son ancien leader, Habyarimana (qui, contraint et forcé par les événements, se montrait favorable à un partage du pouvoir avec le FPR), et les miliciens (Interahamwe) responsables de nombreux massacres à Kigali et ailleurs... mais il y a aussi tous les paysans manipulés et endoctrinés par le discours raciste véhiculé par Radio Mille-Collines, paysans à qui l'on raconte bien évidemment que le FPR va tous les tuer, va prendre leurs terres. Paysans à qui l'on a fait comprendre que refuser de liquider les Tutsis, c'est soutenir le FPR donc être un traître, donc mériter la mort... Pris au piège, ils ont aussi massacré, pour ne pas l'être, pour régler un vieux contentieux ou pour la terre. Et dans les prisons rwandaises, ils sont ainsi plus de 30 000 à attendre leur jugement pour crimes contre l'humanité.

Mais pour certains, on ne peut demander au FPR de juger les auteurs du génocide parce que celui-ci aurait également du sang sur les mains. Ils font ainsi référence aux exactions commises par certains soldats du FPR (oubliant de souligner que 500 militaires du FPR sont actuellement écroués au Rwanda pour divers délits de droit commun), mais aussi à l'évacuation du camp de Kibeho qui s'est terminée par de nombreux morts. Or, cette dernière affaire est loin d'être anodine, tout d'abord parce que la presse s'est emballée très vite, parlant de 8 000 morts pour finalement s'entendre sur 2 000 victimes, alors que le gouvernement rwandais ne parlait lui que de 300 morts ! ; ensuite, parce que les circonstances laissent planer le doute sur les faits qui ont provoqué cette tuerie : l'armée a-t-

elle « tiré dans le tas » comme on l'a dit ou a-t-elle riposté à des miliciens armés dont on sait la présence dans ces fameux camps ? Quoi qu'il en soit, on voit mal l'intérêt qu'aurait eu le FPR dans cette affaire, lui qui recherche depuis le début à faire revenir au pays les déplacés ; par contre, la stigmatisation du FPR comme « génociteur » redonne consistance au discours ethniste des extrémistes hutus et leur prépare le terrain d'une reconquête future pour laquelle ils savent pouvoir compter sur leur indéfectible allié : l'Etat français.

L'HEURE DE LA REVANCHE — La victoire du FPR a été fort mal ressentie à plusieurs niveaux par l'Etat français : politiquement, parce que celui-ci échappe à son contrôle et que l'application des accords d'Arusha, auquel il a apporté son soutien, se fait maintenant sans que la fraction modérée de l'ancien parti unique (sur qui il comptait s'appuyer) n'y joue de rôle ; militairement, parce qu'il a vu les forces armées rwandaises, qu'il avait armées, encadrées et entraînées, être balayées par le FPR ; diplomatiquement, parce que sa responsabilité dans le génocide a été pointée du doigt par certains de ses « partenaires ».

Rappelons pour mémoire que ce n'est qu'à partir de la mi-juin que le gouvernement français accepte que l'on qualifie de « génocide » les massacres du Rwanda. Jusqu'alors, il s'était opposé à toute résolution de l'ONU allant dans ce sens ; de même qu'il avait lutté contre l'embargo sur les armes frappant l'armée gouvernementale. L'opération Turquoise débutant fin juin, on voit bien que son but n'était pas d'empêcher les massacres (l'immense majorité des Tutsis et des opposants politiques ont été tués dès les mois d'avril et mai), mais bien de protéger la fuite de l'armée gouvernementale et de permettre aux massacreurs de se refaire une santé au sein de la « zone huma-

nitaire sûre ». Les exemples du soutien que Balladur et Mitterrand ont apporté aux apôtres de la purification ethnique au Rwanda sont légion : rapatriement de la famille Habyarimana en France, évacuation de l'idéologue Ferdinand Nahimana (qui lançait ses appels au meurtre depuis Radio Mille-Collines) et de nombreux autres promoteurs de la liquidation des Tutsis et Hutus opposants, liens étroits avec l'état-major des forces armées.

La défaite de ses alliés constatée, l'Etat français a tout fait par la suite pour mettre à mal la crédibilité du nouveau pouvoir rwandais. Il s'attachera particulièrement, au Parlement européen et à la Banque mondiale, à retarder toute aide financière en sa direction, avant de céder finalement sous la pression de ses autres partenaires de l'Union européenne, et à défendre l'idée que l'armée française a évité par sa présence qu'un second génocide ne vienne ensanglanter à nouveau le pays ; cela servira d'alibi pour ne pas inviter le Président rwandais au sommet franco-africain de l'hiver dernier à Biarritz ! Or, si les exactions sont commises par certains éléments du FPR (on parle d'exécutions sommaires, de vols...), ils n'ont rien en commun avec la liquidation planifiée d'une population donnée.

Pour l'Etat français, aujourd'hui comme hier, il s'agit encore d'empêcher par tous les moyens que le Rwanda s'apaise. La stratégie de la tension est la seule en mesure de remettre en selle ses anciens alliés, soutenus par Mobutu. Dès la mort de Habyarimana, il s'était dépêché de reconnaître le gouvernement intérimaire rwandais, et en avait fait son interlocuteur privilégié alors même que son président, Sindikubwabo, était le promoteur des massacres de Butare. Concrètement, il milite pour que le nouveau pouvoir intègre dans son gouvernement quelques éléments restés fidèles jusqu'au bout à Habyarimana, ce qui est bien sûr inacceptable pour le FPR.

LA GUERRE À L'HORIZON ? — Les nouvelles nous viennent de l'association américaine Human Rights Watch : les anciennes forces armées rwandaises et les Interahamwe (milices) sont en capacité de partir à l'assaut de Kigali, et regrouperaient environ 50 000 soldats répartis sur une douzaine de camps placés le long de la frontière entre le Zaïre et le Rwanda. A vrai dire, ce n'est pas vraiment une surprise, ni même d'apprendre par exemple que la France, la Chine, le Zaïre et l'Afrique du Sud font partie de leurs principaux fournisseurs en armes (1), ni encore d'apprendre que certains massacreurs d'hier sont entraînés dans les bases militaires françaises de Centrafrique ! Ces faits attestent et confirment que l'Etat français n'a pas abdicé, qu'il veut refaire main basse sur le Rwanda et qu'il compte pour cela sur les mêmes politiciens et militaires qui se sont disqualifiés en organisant, en planifiant, l'élimination physique de centaines de milliers de personnes.

Mais au risque d'embrassement du Rwanda, s'ajoutent les risques d'éclatement politique au Burundi voisin. Rappelons que dans ce pays, la transition démocratique est plus que fragile, l'armée étant encore totalement aux mains de la fraction la plus réactionnaire des « Tutsis ». Les exactions anti-Hutus se sont multipliées ces derniers mois, provoquant des déplacements de populations. Cela ne peut que renforcer, outre la peur des Hutus rwandais de retourner chez eux (sans oublier que les miliciens encadrent et contrôlent les réfugiés afin de les dissuader de rentrer), le discours anti-tutsi des massacreurs et la thèse française du « double génocide ».

La crise rwandaise a été pour beaucoup un révélateur du vrai visage de la politique franco-africaine de Mitterrand et consorts. Entre le discours présidentiel de La Baule (où Mitterrand rappela hypocritement que la France se montrerait plus généreuse pour les pays plus démocratique) et les kilos de riz pour la Somalie, les médias nous renvoyaient l'image d'une

France bienfaitrice et maternelle. Avec l'affaire rwandaise et le flop médiatique de l'opération Turquoise, l'écran de fumée s'est dissipé : oui, la France, aujourd'hui comme hier, défend coûte que coûte son pré carré, même si celui-ci doit avoir pour prix la liquidation de plus de 500 000 personnes. ♦

PATSY
(gr. Witkop - Nantes)

(1) Dans le Monde du 14 juin, il est indiqué que les gouvernements chinois, sud-africain et français ont démenti en mai cette information. Par contre, dans ce même quotidien, il est fait mention d'une information émanant d'Amnesty International, indiquant que des livraisons d'armes seraient faites aux anciennes forces armées rwandaises par des marchands balkaniques s'approvisionnant en Albanie et Bulgarie. Ces armes arriveraient au Zaïre, où l'armée de Mobutu se montrerait bienveillante, par le biais d'avions-cargos ghanéens, nigériens, ukrainiens et russes.

En outre, l'armée zairoise revendrait aux militaires hutus leurs propres armes confisquées l'année dernière, lors de leur entrée au Zaïre. On peut se poser la question de savoir qui finance ces achats. Difficile de croire que ce sont les réfugiés eux-mêmes.

La Coalition pour ramener à la raison démocratique la politique africaine de la France (Agir ici, 14, passage Dubail, 75010 Paris) diffuse des prix modiques d'excellents « dossiers noirs » sur la politique française en Afrique. Sur la tragédie rwandaise, de nombreux livres sont sortis dont celui de la journaliste belge Colette Bræckman (*Rwanda, histoire d'un génocide*), de François-Xavier Verschave (*Complicité de génocide ?*) et de Filip Reyntjens (*L'Afrique des grands lacs en crise - Rwanda, Burundi : 1988-1994*). Pour en savoir plus sur la naissance du FPR, lire l'excellent article de Gérard Punier paru dans la revue *Politique africaine* (n° 51, octobre 1993). Dans le n° 42 (juin 1991) de cette même revue, signalons deux articles remarquables de Jean-Pierre Chrétien, qui nous aident à comprendre la façon dont les pouvoirs se servent ou rejettent la référence ethnique à des fins politiques : « Appel à la conscience des Bahutu » et « Le défi de l'intégrisme ethnique dans l'historiographie africaniste. Le cas du Rwanda et du Burundi ».

THANK YOU FERRÉ

14 JUILLET 1995 - 20 h 30 - au TRIANON
80, boulevard Rochechouard
(M° Anvers), 75018 Paris

avec

Vincent ABSIL, Vladimir ANSELME,
Alain AURENCHÉ, Louis CAPART, Paco IBANEZ,
Alain LEPREST, Gilbert LAFAILLE (sous réserve),
Dominique OTTAVI, SAPHO (sous réserve),
Gilles SERVAT, Serge UTGÉ-ROYO,
Philippe VAL (sous réserve).

L'intégralité des bénéfices ira à l'association SOL.EN.SI,
qui s'occupe des enfants atteints par le SIDA.

100 F
sur réservation
(à l'ordre de
Thank you Ferré)
à la librairie
du
Monde Libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris

130 F
sur place

BELGIQUE
Exposition Maximilien Luce
(peintre anarchiste)
jusqu'au 30 juillet

Musée des Sciences, Domaine de Parentville
227, rue de Villers 6010 Couillet (Charleroi)

Du lundi au vendredi de 9 h 30 à 17 h 30
Le dimanche de 10 h à 18 h.

A l'initiative de l'Université libre de Bruxelles

Souscription pour de nouveaux locaux Radio Libertaire et le Monde libertaire

Daniel ENARD et Christine LE BOLLOCH 100,00 / Gilbert EVENAS 100,00 / Philippe ELEK 200,00 / Danièle ESCANDE 200,00 / Patricia FEROU 100,00 / Rémi FOSSE 150,00 / Manuel FERREIRA 800,00 / Eric FRENEAUX 500,00 / Philippe FERIN 100,00 / Christian FEDERICI 100,00 / Jean-Pierre FENOUILLET 500,00 / Gérard FLEUTER 100,00 / Marie-Annick FASTIER 100,00 / Bernard FERRACCI 200,00 / Emmanuel FRAYSSE 100,00 / Thomas FORTINEAU /

3 350,00

Alain GILLET 100,00 + ? / Anne GIRARD 300,00 / Alain GARNIER 1 000,00 / Chantal et François GARCIA MONTUENGA 200,00 + 100,00 / Jean GUEGAN 200,00 / Jacques GREGOIRE 2 500,00 / Jean-Pierre GAULT 500,00 / Jean-Claude GAILLIOT 400,00 / Pascal GOUNIN 100,00 / M. GALDEMAR 150,00 / Nadia GUEDRI 100,00 / Juan GARCIA ABADILLO 500,00 / Jacques GIRAUT 100,00 /

6 250,00

Olivier HOUSSEAU 100,00 / Pierre HAZAN 200,00 / Bruno HELY 100,00 / J.-P. HAILLUS 100,00 / Jean-Pierre HIROU 100,00 / M. HALLZE 100,00 / Stéphane HERNE 100,00 / Anne HENROT 300,00 / Jany IBANEZ ? / Michel et Catherine ISNARD ? /

1 100,00

M^{me} JIFFENNECKER 100,00 / André JEANNOT 30 000,00 / M^{me} JAURAND 200,00 + ? / Josiane JAMET ? + 100,00 / Jacqueline JOVELIN 150,00 / Astrid JEANDENAND 100,00 / Valérie JAOUEN 500,00 / Stéphane JUCQUOIS 500,00 / Benoît JAQUELIN ? / Pascal JOURDAIN 150,00 / Bernard JOUVE 100,00 / Lampirée KACOURANTIN 100,00 / Jacques KERGOAT 200,00 /

32 200,00

Jean-Yves LELAY 200,00 / M. et M^{me} LEBEC (Sucy) 150,00 / Monique LENOAN 500,00 / Serge LIVROZET 100,00 + 550,00 / Marie-Cécile LAROCHE 100,00 / Joël LINO 100,00 / Gérard LORENT 1 000,00 / Dominique LESTRAIT 1 000,00 / M. et M^{me} LEBEC (Aulnay) 300,00 / M. et M^{me} LEBERTRE ? / André LEWANDOWSKI et Marie-Claude JANISEK 100,00 / Didier LALOIX 100,00 / André LEGROS 200,00 / Marie-Hélène LE LOPIN 300,00 / Florence LOGUET 300,00 / LESUR et VISEL ? / Gilles LONGATTE 300,00 / Alain LE FLOCH 200,00 / Jeanne-Marie LAURANT 100,00 / François LAURENT 500,00 / Hugues LENOIR 6 000,00 / Viviane LIBERATORE 100,00 / (« ? » signifie que le montant n'est pas précisé.)

12 200,00

(suite de la liste au prochain numéro)

LA PETITE SEMAINE

La Pieuvre

Ils sont sept. Tout leur appartient. Corps et biens. Régulièrement, ils se réunissent pour revoir des questions de partage et prévenir les imprudents des dangers qui les guettent à vouloir jouer en solo.

Il y a parfois des tiraillements parmi leurs familles mafieuses, mais tout finit par s'arranger. On est entre chefs de gang qui ont compris qu'entente raisonnée vaut mieux que règlements de comptes prolongés.

Soucieux de respectabilité, ils nomment leurs marchandages « commerce international », et leurs rencontres où se joue le sort du monde sont des « sommets ».

Quand l'un d'eux montre quelque faiblesse à dominer pleinement son territoire, on exige alors de lui ce que dans le vocabulaire de cette mafia on appelle de la « fermeté », c'est-à-dire le plus souvent une effroyable sauvagerie. L'appartenance au clan en dépend.

Leur morale est celle du goupillon qui bénit le sabre ; leur logique, celle du bourreau qui réclame justice. Aussi invoquent-ils la paix, et imposent celle des cimetières. Ainsi exaltent-ils la liberté, et encouragent celle du renard dans le poulailler. Le respect des lois est leur credo, mais ils n'en vénèrent qu'une, celle du plus fort. La loi de la jungle. La loi de la Pieuvre. La loi du G7. ♦

FLORÉAL

RENDEZ-VOUS

CARHAIX-PLUGUER (FINISTÈRE)

Le groupe Francisco-Ferrer de Lorient organise une soirée sur le thème : « Qu'est-ce que l'anarchisme ? », avec projection de la vidéo *Ecoutez May Picqueray*, le vendredi 23 juin, à 20 h, à la salle Justice et paix de la mairie de Carhaix-Pluguer.

SAINT-DENIS

Le groupe Poulaille de la FA vous invite à la conférence-débat « Femmes, inégalités des droits », animée par Michel Forst, responsable d'Amnesty International France et par Nelly Trumel, militante anarcha-féministe, le jeudi 22 juin, à 20 h 30, à la Bourse du Travail, rue Bobby-Sands (M^e Porte-de-Paris), Saint-Denis. Pour rejoindre le groupe Henry-Poulaille de Saint-Denis, téléphonez au 48.20.12.08.

LYON

Dans le cadre du « Café libertaire », les groupes de la Fédération anarchiste de Lyon vous proposent, à la librairie La Plume Noire (19, rue Pierre-Blanc, 69001), le jeudi 22 juin, à 21 h, une réunion-débat sur le thème : « Avortement, contraception et commandos anti-IVG ».

MONTPELLIER

Le groupe de la Fédération anarchiste a désormais un local, au 5, rue Jeanne-d'Arc. Les permanences se font le mardi et le jeudi, de 16 h à 19 h.

SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

Pour contacter la FA sur les Yvelines, écrivez à l'association « Les Amis du Chat noir turbulent », BP 262, 78053 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex.

FACE AUX ATTAQUES DES COMMANDOS ANTI-IVG

Le droit à l'avortement

DEPUIS près d'un an, les centres d'interruption volontaire de grossesse de la région Rhône-Alpes ont connu plusieurs opérations « sauvetage » de commandos anti-IVG. Cela a commencé à Grenoble, puis à Mâcon et Roanne en octobre 1994, Bourg-en-Bresse et Châlons-sur-Saône en avril 1995, les centres de Lyon à plusieurs reprises : l'Hôtel-Dieu en janvier 1995, la Croix-Rousse en janvier, en avril et tout récemment le 12 juin, soit deux semaines avant le procès des précédents commandos. Ceci montre bien la volonté des intégristes catholiques, au travers d'une intervention planifiée et organisée, d'augmenter la pression autour du droit des femmes à disposer de leur corps dans un contexte où ils sont soutenus par leur hiérarchie spirituelle, par des membres du nouveau gouvernement et aussi par les actes délibérés de l'Etat pour étouffer les CIVG et les centres du Planning familial.

Le mois de juin est marqué, sur la région Rhône-Alpes, par de nombreux procès de commandos, mais aussi par la volonté de nombreuses organisations de remobiliser autour de la défense de l'avortement et de la contraception.

Si, pour l'Union locale lyonnaise de la FA, il est important de continuer à se battre pour l'avortement et la contraception libres et gratuits, ainsi que pour l'abrogation de la loi de 1920, la création d'un véritable statut pour les CIVG, l'accès à la contraception et à l'IVG pour toutes les femmes présentes sur le territoire, la suppression du délai de dix semaines et de l'autorisation parentale pour les mineures, il nous semblait aussi important de rejoindre une dynamique collective pour construire une forte opposition aux commandos dans la ville où le poids de la calotte est des plus pesants.

Dans ce contexte, nous avons voulu donner la parole au Planning familial de Villeurbanne, principal animateur du collectif unitaire. Nous avons donc rencontré Brigitte Lacour des Bois, animatrice du Planning, et Nadja

Dridi, coordinatrice du Mouvement français du Planning familial au niveau du Rhône.

Le Monde libertaire : Quelle est l'origine du collectif actuel en place ?

Nadja Dridi : Dès 1990, ce collectif s'est mis en place. On était un des premiers départements où il y a eu la formation d'un collectif pour la défense du droit à l'IVG et la contraception. Ce collectif a démarré, lors de l'été 1990, quand nous avons alerté l'opinion publique et nos partenaires de la fermeture de la clinique Saint-Maurice, suite à des abus de facturations sur l'IVG. Cette clinique fermant, l'Hôtel-Dieu tournant au ralenti et la Croix-Rousse étant provisoirement fermée, nous nous sommes retrouvés dans une situation précaire, à gérer avec beaucoup de difficultés les nombreuses demandes qu'on avait et qu'on devait souvent envoyer dans des

CIVG répartis sur tout le département. Au départ, ce collectif a été donc mis en place pour interpeller les pouvoirs publics face à cette situation, puis il a continué à fonctionner suite aux actions des premiers commandos anti-IVG.

Brigitte Lacour des Bois : Il est d'ailleurs intéressant de noter que ceux-ci sont justement intervenus dans cette période. Ils se sont manifestés au moment où il y avait de nombreux problèmes dans les CIVG et dans l'application de la loi. Pour eux, il y avait une brèche à ce moment-là.

Nadja Dridi : Si nous avons pu impulser une grosse mobilisation lors de l'été 1990 sur les problèmes de fonctionnement des CIVG, nous avons été peu vigilants lors des deux premiers commandos en septembre 1990 à l'Hôtel-Dieu et en décembre 1990 à la Croix-Rousse. D'une part, on était pris dans l'élaboration d'un livre blanc sur la situation des CIVG. De plus, on ne

VALLÉE DE LA MAURIENNE : CHASSE AUX LIBERTAIRES ?

Mais que fait la police ? Ou plutôt : que fait la gendarmerie ? La chasse aux libertaires ? On pourrait le croire. En effet, après avoir été convoqué, il y a quelques mois, pour... discuter (nous a-t-on dit !), deux de nos militants ont été gardés à vue durant quatre heures. Pourquoi ? Officiellement, pour défaut de mention de l'imprimeur sur nos affichettes. La belle affaire ! Notre adresse publique a toujours été clairement écrite sur nos bandeaux et affiches. Ces tracasseries proviennent donc certainement plus du fait que nous soyons les seuls à coller, à rencontrer la population, à soulever des débats. Bref, nous gênons. Mais nous n'avons bien sûr pas l'intention de nous taire, et déjà nous avisons notre entourage, qui sans être entièrement anarchiste, est attaché à la liberté d'expression... la nôtre entre autres. ♦

GRUPE LIBERTAIRE de MAURIENNE - FÉDÉRATION ANARCHISTE

LILLE : HARO POLICIER SUR LES VENDEURS DU MONDE LIBERTAIRE

Le dimanche 11 juin, et ceci pour la troisième fois en l'espace de quelques semaines, les anarchistes ont dû subir les intimidations de policiers municipaux lillois. Depuis plus de dix ans, nous vendons le *Monde libertaire* sur le marché de Wazemmes le dimanche matin, de 10 h 30 à 12 h 30. Nous n'avions jusqu'à présent connu aucun problème. Or, depuis environ deux mois, il semble que les choses aient changé à Lille puisque la police municipale tente d'interdire la vente militante sur le marché. Elle a agi de même avec d'autres vendeurs de journaux et distributeurs de tracts (*Lutte ouvrière, Révolution internationale* et *Texture*). Cette fois-ci, les policiers municipaux ont fait appel à leurs collègues de la police nationale pour arriver à leurs fins, menaçant même les militants d'interpellation. C'en est assez ! Du reste, les vendeurs présents ont fait front face à cet abus de pouvoir, recueillant le soutien des passants.

Nous ne pouvons tolérer davantage de telles attaques contre le droit indéfectible de chaque citoyen à la liberté d'expression sur des lieux (les marchés) qui ont toujours été des agoras et des espaces d'expression des courants politiques. Nous nous interrogeons sur ces manœuvres de la part d'une police placée sous l'autorité de la municipalité de Lille : excès de zèle d'individus ou politique concertée de la ville ? Toujours est-il que les militantes et militants de la Fédération anarchiste n'ont pas l'intention d'abandonner une de leurs ventes traditionnelles du *Monde libertaire* sous prétexte de l'abus de pouvoir de quelques fonctionnaires zélés. ♦

BERTRAND (gr. Humeurs Noires - Lille)

RÉFLEX-NO PASARAN : SOLIDARITÉ AVEC LES ANTIFASCISTES

A l'heure où le FN continue de gagner la société française et où les meurtres commis à Marseille, à Paris et au Havre n'ont pas entamé son audience, nous en appelons à la solidarité. Dans plusieurs affaires, des militants antifascistes ont été condamnés soit à des amendes, soit à des peines de prison. Au Havre, ce sont les jeunes qui manifestaient contre le meurtre d'Imad qui se retrouvent aujourd'hui condamnés ; à Dijon, c'est le local culturel Maloka qui a subi des dommages suite à l'agression des skins de la ville ; à Amiens, c'est notre ami Thierry Maricourt qui a passé 15 jours en prison après une manifestation contre la venue de Mégrét.

D'autre part, plusieurs militants se voient poursuivis pour affichage sauvage et risquent des amendes salées suite à des collages antifascistes et antisécuritaires. Pour tout soutien, envoyez un chèque à l'ordre de **Réflex, 21 rue Voltaire, 75011 Paris.** ♦

LA RIPOSTE DOIT S'ORGANISER À LARGE ÉCHELLE

menacé en Rhône-Alpes

» » »

pensait pas que cela allait prendre une telle ampleur. On pensait que c'était une bande de fous et un phénomène épisodique.

Brigitte Lacour des Bois : Malheureusement, depuis 1990, il y a eu une centaine d'attaques de commandos sur toute la France et, petit à petit, on a dû se mobiliser, notamment avec la CADAC. Aujourd'hui, la mobilisation est des plus nécessaires sur notre région, puisque de nombreux centres ont été attaqués. Sur Lyon, par exemple, le CIVG de la Croix-Rousse a subi quatre attaques et celui de l'Hôtel-Dieu deux.

Le Monde libertaire : Que révèlent ces attaques répétées des commandos sur votre région, en peu de temps ?

Brigitte Lacour des Bois : C'est révélateur d'une ambiance politique générale. L'avortement n'est que la partie visible de l'iceberg. La question centrale est celle de la place de la femme dans notre société.

Il faut insister sur le poids de l'Église, au travers notamment des encycliques du pape. Par exemple, le préambule du rapport de M^{me} Codaccioni sur la famille commence par « *Que le fruit de vos entrailles soit béni* ». C'est terrible, on se croirait sous Pétain ! Par ailleurs, pour moi, cela sous-

entend une idéologie raciste, antisémite soutenue par les chrétiens traditionalistes qui défendent l'idée de faire des enfants blancs pour la France.

Le Monde libertaire : Hors de la remise en cause du droit à l'IVG par les commandos, connaissez-vous une situation de remise en cause « légale », directement effectuée par l'Etat, comme c'est dans le département du Nord ?

Nadja Dridi : Tout à fait, les lois ont été en partie vidées de leur sens en ne leur donnant pas de moyens suffisants pour qu'elles aient une substance réelle et répondent aux besoins. Tout a été fait pour que ce droit soit le plus limité possible. Au niveau des CIVG, il y a des budgets très limités, voire des détournements de budgets par les responsables de services, un personnel non remplacé, l'absence de statut, des femmes mal accueillies et souvent culpabilisées. Il y a aussi l'interdiction d'information et de publicé sur la question de l'IVG, ce qui fait que bien souvent les femmes ne sont informées sur ces droits que lorsqu'elles sont directement confrontées à une grossesse non désirée, et bien souvent la question du délai devient sensible. Les contraintes pesant sur les mineures, les obligeant à avoir

une autorisation parentale ou la présence d'un parent, ou les femmes étrangères devant présenter un titre de séjour d'au moins trois mois, sont inacceptables.

Au niveau de la contraception, la situation est aussi dramatique puisqu'on arrive à plus de 70% des moyens contraceptifs qui ne sont pas remboursés. Aujourd'hui, ce sont les laboratoires qui dictent leur loi. Si les Pays-Bas sont le pays qui connaît le plus faible taux d'IVG, c'est parce que l'information et la publicité sur la contraception n'est pas interdite et que l'éducation sexuelle commence dès le plus jeune âge. En France, on veut faire croire à une société libérée sexuellement avec tous ces minitels roses et ces photos qui envahissent les murs de nos villes alors que les gens sont incapables de parler et vivre librement leur sexualité en raison d'une morale bien pesante.

Le Monde libertaire : Quelles mesures prendre dans les CIVG face aux commandos ?

Brigitte Lacour des Bois : Le directeur de l'Hôtel-Dieu a décidé de verrouiller la porte du CIVG et de mettre une caméra.

Nadja Dridi : C'est complètement stupide. Comment peut-on voir sur la tête d'une personne si elle fait partie d'un commando. La

seule chose qui change, c'est qu'ils ne pourront faire passer qu'une personne à la fois, au lieu de dix. De plus, il n'y a pas eu de concertation avec le personnel, qui n'est d'ailleurs pas d'accord.

Aujourd'hui, de notre côté, ce qui a été décidé c'est de mettre en place un réseau de vigilance au travers d'une chaîne téléphonique afin de pouvoir se rendre le plus rapidement possible sur les lieux afin de montrer notre solidarité avec le personnel et les patientes.

Le Monde libertaire : Pour terminer, qu'attendez-vous de la mobilisation du 26 juin lors du procès des commandos à Lyon ?

Nadja Dridi : Il faut faire prendre conscience qu'aujourd'hui il y a un réel danger de retour, au niveau international, d'un mouvement religieux intégriste de tout poil. Pour moi, il y a nécessité de mobiliser toutes les forces progressistes, et surtout de ne plus rester sur la défensive mais être capable d'être porteur de perspectives et de projet de société.

Société d'égalité et de valeurs universelles. Aujourd'hui, les organisations progressistes sont prises de court, manquent de projets et de perspectives à long terme. Même les partis politiques et les syndicats sont sur des revendications nationales et nationalistes. Le dernier mouvement de solidarité internationale a été lors de la guerre du Golfe, et depuis j'ai l'impression qu'avec le nouvel ordre mondial toute une morale puritaine, familiariste et nationaliste s'impose sans qu'on ait de projet de société à y opposer. Au Planning, nous sommes aussi en crise et en attente de nouveaux projets porteurs de perspectives. **Brigitte Lacour des Bois :** Dans ce mouvement, qu'on attend, l'avortement ne serait pas le point central. Il s'y inscrirait, mais il faut revendiquer le respect des différences et des libertés. ♦

Propos recueillis par DAVID (gr. Durruti - Lyon)

Rassemblement pro-avortement (avec présence de la Fédération anarchiste) à l'occasion du procès de commandos anti-IVG
 lundi 26 juin, 13 h
 devant le Palais de Justice
 67, rue Servient, 69003 Lyon.

Liste des lieux où se pratiquent des réductions sur présentation de la carte d'auditeur de Radio Libertaire

Vous écoutez **Radio Libertaire** ? C'est bien. Mais vous pouvez faire mieux : la soutenir. Pour cela, il existe un moyen fort simple : la **carte d'auditeur**. Elle coûte 100 F, dure un an et vous permet de bénéficier de réductions dans un certain nombre de lieux culturels et politiques dont voici la liste. Vous trouverez cette carte à la librairie du **Monde Libertaire**, 145, rue Amelot, 75011 Paris (M^e Oberkampf, République, Filles du Calvaire).

Cinémas

• **Berry-Zèbre**, 63, boulevard de Belleville, 75011 Paris, tél. 43.57.51.55. *Tarif réduit.*
 • **Cinéma Utopia-Champollion**, 9, rue Champollion, 75005 Paris. *Tarif réduit.*
 • **Le Ranelagh**, 5, rue des Vignes, 75016 Paris, tél. 42.88.64.44. *Tarif réduit.*

Librairies

• **Librairie Breiz**, 10, rue du Maine, 75014 Paris. *Réduction de 5%.*
 • **Les Oiseaux de passage**, librairie de la chanson francophone, 15, rue Berzélius, 75017 Paris, tél. 44.85.36.08. *Réduction de 10%.*
 • **Le Monde Libertaire**. *Réduction de 5% sur livres, CD et cassettes.*

Restaurants

• **La Louisiane**, 176, rue Montmartre, 75001 Paris, tél. 45.08.95.02. *Réduction de 10%.*
 • **La Chouette**, 120, rue de Crimée, 75019 Paris, tél. 42.45.60.15. *Première*

boisson offerte (ouvert du mardi au samedi, de 19 h à 24 h).
 • **L'International**, 6, rue Victor-Le Talle, 75020 Paris, tél. 43.66.02.22. *Thé à la menthe à volonté* (ouvert de 20 h 30 à 1 h 30, fermé le lundi).
 • **Chez Pépito**, 198, boulevard Voltaire, 92600 Asnières, tél. 40.80.02.00. *50% sur le vin* (fermé le dimanche).
 • **Bar associatif Le Vendémiaire**, 33, rue François-Arago, 93100 Montreuil, tél. 42.87.48.26. *Réduction sur les spectacles, café offert* (ouvert le soir, sauf dimanche et lundi).

Théâtres/Salles de spectacles

• **Au Bec fin**, 6, rue Thérèse, 75001 Paris, tél. 42.96.29.35. *Tarif réduit. Auditions gratuites le dimanche soir.*
 • **Le Roseau**, 12, rue du Renard, 75001 Paris, tél. 42.71.30.20. *Tarif réduit.*
 • **Théâtre des Déchargeurs**, 3, rue des Déchargeurs, 75001 Paris, tél. 42.32.00.02. *80 F au lieu de 100 F.*
 • **Les Trottoirs de Buenos Aires**, 37, rue des Lombards, 75001 Paris, tél. 40.26.28.50. *Une entrée gratuite si vous venez à deux.*
 • **Maison de la poésie**, terrasse du Forum-des-Halles, 101, rue Rambuteau, 75002 Paris, tél. 42.36.27.53. *Tarif réduit.*
 • **Théâtre Marie-Stuart**, 4, rue Marie-Stuart, 75002 Paris, tél. 45.08.17.80. *Tarif réduit.*
 • **Théâtre du Sentier des Halles**, 50, rue

d'Aboukir, 75002 Paris, tél. 45.08.96.91. *Tarif réduit.*
 • **Centre Wallonie-Bruxelles**, 46, rue Quincampoix, 75004 Paris, tél. 42.71.26.16. *Tarif réduit.*
 • **Théâtre Essaïon**, 6, rue Pierre-au-Lard, 75004 Paris, tél. 42.78.46.42. *Tarif réduit.*
 • **Tourtour**, 20, rue Quincampoix, 75004 Paris, tél. 48.87.82.48. *Tarif réduit.*
 • **Maison des cultures du monde**, 101, boulevard Raspail, 75006 Paris, tél. 45.44.41.42 ou 45.44.76.60. *Tarif réduit.*
 • **Théâtre de Nesle**, 8, rue de Nesle, 75006 Paris, tél. 43.29.45.88. *Tarif réduit.*
 • **New Moon**, 66, rue Pigalle, 75009 Paris, tél. 49.95.92.33. *Quatre entrées gratuites.*
 • **Théâtre Trévisse**, 14, rue de Trévisse, 75009 Paris, tél. 40.22.96.99. *Deuxième tarif.*
 • **La Mainate**, 36, rue Bichat, 75010 Paris. *50 F au lieu de 70 F.*
 • **Artistic Athevains**, 8 bis, rue Richard-Lenoir, 75011 Paris, tél. 43.79.06.18. *Tarif collectivité.*
 • **Café de la Danse**, 5, passage Louis-Philippe, 75011 Paris, tél. 48.05.65.23. *Tarif réduit.*
 • **Théâtre de la Main-d'Or**, 15, passage de la Main-d'Or, 75011 Paris, tél. 48.05.67.89. *Tarif réduit.*
 • **Théâtre du Tambour-Royal**, 94, rue du Faubourg-du-Temple, 75011 Paris, tél. 48.06.72.34. *Tarif réduit.*
 • **Les Cinq Diamants**, 90, rue des Cinq-Diamants, 75013 Paris, tél. 45.80.51.31. *Tarif réduit.*

• **La Folle en tête**, 33, rue de la Butte-aux-Cailles, 75013 Paris. *Tarif réduit.*
 • **Au Café d'Edgar**, 58, rue Edgard-Quinet, 75014 Paris, tél. 43.22.11.02. *Tarif réduit.*
 • **Guichet Montparnasse**, 15, rue du Maine, 75014 Paris, tél. 43.27.88.61. *Tarif réduit.*
 • **Théâtre de la Cité internationale**, 21, boulevard Jourdan, 75014 Paris, tél. 45.88.81.54. *75 F au lieu de 95 F.*
 • **Ty Ar Vretoned**, 22, rue Delambre, 75014 Paris, tél. 43.35.26.41. *Tarif réduit.*
 • **L'Espace acteurs**, 14 bis, rue Saint-Isaure, 75018 Paris, tél. 42.62.35.00. *Tarif réduit.*
 • **Le Trianon**, 80, boulevard Rochechouart, 75013 Paris, tél. 46.06.63.66. *Tarif réduit.*
 • **Théâtre Clavel**, 3, rue Clavel, 75019 Paris, tél. 42.05.94.57. *Deuxième tarif.*
 • **Théâtre des Amandiers**, 110, rue des Amandiers, 75020 Paris, tél. 43.66.42.17. *Tarif réduit pour certains spectacles, se renseigner avant.*
 • **Théâtre de l'Est parisien**, 159, avenue Gambetta, 75020 Paris, tél. 43.64.80.80. *Tarif réduit.*
 • **Association Vendetta** (rock), MJC de Saint-Denis, 93200 Saint-Denis. *10 F sur chaque entrée.*
 • **Théâtre Gérard-Philippe**, 59, boulevard Jules-Guesde, 93207 Saint-Denis cedex 01. *80 F au lieu de 100 F.*
 • **Parassoks**, Maison pour tous, 1, place du Général-de-Gaulle, 94150 Rungis, tél. 46.86.64.84. *Tarif réduit.*

LES 3, 4 ET 5 JUIN EN VALLÉE D'ASPE

Le rassemblement contre le tunnel du Somport vécu comme un échec

UN RASSEMBLEMENT a eu lieu en vallée d'Aspe les 3, 4 et 5 juin, à l'appel de la Coordination autonome des comités Somport. Ce rassemblement a été perçu par la plupart comme un échec, et plus particulièrement si l'on considère les bases résolument radicales et anticapitalistes sur lesquelles s'était formée cette coordination. La capacité des militants présents à digérer cet échec et à en comprendre les raisons décidera de l'avenir de la Coordination autonome (CA) et de la lutte du Somport.

Le premier échec a été la faible mobilisation, avec moins de 1 000 personnes, alors que plus du double était espéré, obligeant la coordination à modifier le déroulement initialement prévu. Après un débat intéressant avec la Confédération paysanne (1), le terrain d'un agriculteur a été réquisitionné. Les faiblesses de l'organisation ont débuté à ce moment, puisque le départ pour l'action s'est effectué dans le désordre le plus complet, sans qu'il y ait eu de réunion préparatoire explicative de la part de la Coordination autonome. Eric Pétetin n'est pas étranger à ce désordre, puisqu'il a donné le signal du départ, débordant la Coordination dès le samedi.

Une fois sur le terrain, un petit nombre de manifestants a dépassé la zone prévue (mais non indiquée préalablement par la Coordination autonome) pour envahir un chantier mitoyen et une maison expropriée, abîmant un peu de matériel au passage. Cette action intéressante a été critiquée par certains membres de la Coordination autonome, car non décidée collectivement. Ce qui a provoqué dès ce moment une scission avec un groupe assimilé à Pétetin (alors que celui-ci s'était joint à un groupe formé spontanément) et un autre groupe suivant la Coordination autonome.

Après installation des tentes sur le terrain en question, une assemblée générale a eu lieu afin de décider du déroulement du week-end, alors que celle-ci aurait dû se tenir bien avant, le débat n'a réellement débuté que vers 22 heures et s'est éternisé ! Peu de volonté d'actions durant celui-ci ; il a donc été décidé par l'ensemble des présents de peindre une fresque sur un mur et d'effectuer un barrage filtrant sur la route avec distribution de tracts le lendemain.

Les gendarmes mobiles ont à nouveau tout fait pour que la journée de dimanche dégénère, en empêchant

PÉTETIN ENCORE EN TAULE



les manifestants ayant campé vers le gîte de La Goutte-d'eau de rejoindre ceux restés à Accous et sur le terrain réquisitionné où se situaient les actions prévues. La réaction de la Coordination autonome a été dramatique, car voulant s'en tenir à son pro-

gramme et étant incapable d'incorporer ce nouvel élément, le groupe du haut se faisait finalement charger, après que Pétetin eut sauté sur une voiture pour en arracher les essuies-glace, légèrement endommagé un bus et agressé verbalement le maire d'une commune voisine. Une petite partie des militants du groupe du bas se faisait également charger en voulant rejoindre leurs camarades alors que la majorité restait fidèle aux actions (?) prévues en continuant leur fresque.

Plus tard, un bus allait rechercher les militants du haut, et Pétetin se voyait exclure de force de celui-ci. Enfin, il se faisait arrêter et mettre en garde à vue pour les dégradations de véhicules. Une AG, le soir, tournaient au pugilat verbal entre les partisans de Pétetin et la Coordination autonome, qui condamnaient l'arrestation de Pétetin mais ne se montraient pas solidaire des actions effectuées par celui-ci et l'accusait de nuire par ses actions irréflicées (et, il faut le reconnaître, stu-

pides) au travail des autres. Pétetin sera condamné en comparution immédiate le mardi suivant à trois mois d'emprisonnement. C'est très cher payé pour les faibles dégâts commis.

Le point positif de ce rassemblement a été de mettre en évidence les capacités de la Coordination autonome à se remettre en cause et sa volonté de faire participer l'ensemble des militants aux décisions, par de multiples assemblées générales où tout le monde pouvait participer. La Coordination autonome s'est malheureusement trouvée prisonnière de ce principe, qui a entraîné une paralysie décisionnelle. Le principe des délégués responsables et révocables est à mon avis à introduire d'urgence. Les divisions observées sont en partie en rapport avec le fonctionnement non démocratique de Pétetin, impulsif, irresponsable et attiré par sa médiatisation personnelle, mais aussi de certains (d'un ?) membres de la Coordination autonome avides de pouvoir et confondant la lutte du Somport avec une lutte anti-Pétetin. Les propos et agissements autoritaires et irresponsables indépassables de ce dernier ont été à l'origine de réactions anti-Coordination autonome, et ont grandement nui aux autres personnes de la Coordination autonome qui ont tout de même semblé être dépassées par les événements. Il est certain, à leur décharge, que très peu de personnes se sont réellement investies dans l'organisation de ce week-end. Le faible nombre de militants pose également un problème puisque, par exemple, il n'a pas été possible de trouver suffisamment de personnes pour envisager de poursuivre l'occupation du terrain occupé ou d'une maison jusqu'à l'été.

On regrettera comme à l'habitude la quasi absence de valléens durant ce week-end.

La Coordination autonome envisage à présent d'effectuer des actions durant tout l'été. Il serait toutefois nécessaire de faire le ménage dans ses rangs et de réellement repenser à sa radicalité initiale sous peine de voir disparaître les derniers militants encore concernés par le Somport. On ne peut que conseiller à ceux-ci de s'investir plus dans une structure encore en phase de croissance puisqu'elle a moins d'un an et qui malgré ses nombreux et graves défauts actuels (de jeunesse ?) présente tout de même un fonctionnement intéressant et original en vallée d'Aspe. ♦

ERIC FRÉNEAUX

(1) Confédération paysanne dont l'initiative est à saluer car ayant pour but de faire connaître aux militants écologistes (dont la majorité était des citadins) les problèmes de la ruralité.

N.B. : Coordination autonome des comités Somport c/o Comité Somport Vallée d'Aspe c/o Gérard Dufays et Muriel Wagner, quartier de Gey, 64490 Sarrahan. Tél. : 59.34.55.16. Fax : 59.34.55.50.

Associations

ORLÉANS : RÉTENTION ET PROCÈS PASQUA

Vendredi 23 juin, 9 h, procès de Kassoum Ba et Jean-Pierre Perrin, au Tribunal correctionnel d'Orléans, sur plainte de Charles Pasqua, pour avoir « diffamé la police » en distribuant, le 8 mai 1994, un tract du Collectif-Égalité dénonçant l'implantation à Orléans d'un centre de rétention judiciaire (30, rue Basse-d'Ingré).

PARIS : RÉUNION-DÉBAT AUX VIGNOLES

Vendredi 23 juin, à partir de 20 h, réunion-débat cénestiste autour du livre : *Parti socialiste ou CGT ? (1905-1914)... De la concurrence révolutionnaire à l'union sacrée*, avec son auteur Jean-Pierre Hirou, au 33, rue des Vignoles (M^o Avron ou Buzenval), 75020 Paris.

CHATELLERAULT : FESTIVAL DE SOUTIEN

Suite à une électrocution à partir d'une ligne haute tension, Philippe a été amputé des quatre membres. Pour l'aider à s'équiper de membres artificiels, non pris en charge par la Sécu, l'association d'aide et de soutien à Philippe organise un festival rock, en plein air, à Châtellerault (86), les 24 et 25 juin.

Samedi de 16 h à 24 h : Realta, Les Débiles Brothers et L'ASSEDIC Blues Band, Blanc Métis, The Sidewalk Bandits, Roadrunners et dimanche de 11 h à 24 h : apéro-rock Samba, Stozza Show, The Rattlesnakes, Gabeuls, Coq Germain et Le Blue Société, Cyclope. Entrée : 100 F (pour les deux jours). Nombreux stands, possibilités de parking et de camping. Renseignements : Asso. Rockin Tours : 47.32.85.94.

PARIS : GAY PRIDE 1995

« Refusons d'être complices de l'ordre bien-baisant... Contre la mise au pas de nos désirs, homos-hétéros mêmes orgasmes, mêmes combats ! »

La Gay Pride se déroulera le samedi 24 juin, à partir de 14 h. Rendez-vous à Montparnasse.

PARIS : « LA BONNE DESCENTE »

Anciennement à Clichy, « La Bonne descente », centre de documentation rebelle, vidéothèque hérétique, lieu de débats, zone de complots est au 64, rue Rebéval (métro Pyrénées ou Belleville), 75020 Paris.

MULHOUSE : « A CONTRE-COURANT »

La revue *A Contre-Courant* fait paraître un numéro spécial (14 pages) sur la nouvelle poussée de l'extrême droite en Alsace, à partir d'une analyse d'Alain Bih. Pour l'obtenir, envoyez un chèque de 10 F (port compris) à l'ordre d'A *Contre-Courant*, BP 2123, 68060 Mulhouse cedex.

LEVALLOIS-PERRET : BIENVENUE A VIDÉOLAND

Succès du rassemblement-fête du collectif « Souriez, vous êtes filmés ! » : 200 personnes déambulèrent dans les rues de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), « ville-laboratoire » de la vidéo-surveillance, le samedi 10 juin. Collectif « Souriez, vous êtes filmés ! », BP 41, 92114 Clichy ou 14, avenue Daumesnil, 75012 Paris. Tél. : 44.87.00.76.

SOMMAIRE

Page 1 : Rwanda : l'été de tous les dangers (suite p. 5), FN : l'inquiétant compte à rebours (suite p. 3).

Page 2 : Les anarchistes doivent-ils participer aux municipales ? (suite du *Monde libertaire* n° 1004).

Page 3 : FN : l'inquiétant compte à rebours (suite de la « une »), Tire la Dubanchette et la privatisation suivra !

Page 4 : La visite du pape... dans l'indifférence et l'hostilité.

Page 5 : Rwanda : l'été de tous les dangers (suite de la « une »).

Page 6 : Le droit à l'avortement menacé en Rhône-Alpes (suite page 7), Souscription pour de nouveaux locaux Radio Libertaire/le *Monde libertaire*, A la petite semaine : La Pieuvre, Rendez-vous FA, Brèves (Maurienne, Lille, Réflex-No Pasaran).

Page 7 : Le droit à l'avortement menacé en Rhône-Alpes (suite de la page 6), Liste Radio Libertaire.

Page 8 : Le rassemblement contre le tunnel du Somport vécu comme un échec, Associations.